

DEPARTEMENT DES HAUTES-ALPES

Commune de Sigoyer

Procès-verbal de séance du conseil municipal

17 SEPTEMBRE 2002 à 20H 30

Convocation du 9 septembre 2002

Sous la présidence de M. Alain Bonnardel, Maire

En présence de Mme Michalinoff, secrétaire de mairie et de tous les conseillers municipaux.

Ordre du jour

- centre communal d'action sociale (CCAS)
mise en place d'un conseil d'administration
organisation et missions du CCAS
- maison des associations (présentation d'un avant-projet)
compétence d'intervention de la CCTB
- gestion du réseau d'eau potable
- route de Céüzette
- contrat de maîtrise d'oeuvre (réhabilitation du presbytère)
- délégations au maire (article L122-20 code des collectivités territoriales)
- centre de loisirs sans hébergement (CLSH) / désignation d'un délégué CCTB pour étude de faisabilité
- garderie scolaire / bilan année scolaire 2001-2002
- organisation de sessions de formation aux premiers secours
- création du poste d'agent d'entretien (employé communal)
- questions diverses

Le maire ouvre la séance par le rappel des événements tragiques de 2001 (11 septembre et AZF à Toulouse) ; il précise que le 21 septembre est la journée mondiale dédiée à la paix ; les Nations Unies proposent au monde entier de prendre des résolutions pour faire émerger une culture de la

paix ; il souhaite que l'on s'associe à cette démarche internationale.

Puis il aborde l'ordre du jour :

- **Centre communal d'action sociale (CCAS)**

mise en place d'un conseil d'administration

organisation et missions du CCAS

Pendant longtemps, la charité chrétienne a joué le rôle de soutien de l'action sociale, ensuite les conseils municipaux réglaient les problèmes d'indigence, puis en 1986, la loi induit le principe du CCAS, qui existe désormais de plein droit, il est présidé par le maire, comprend des élus désignés par le conseil municipal en son sein et des personnes extérieures nommées par le maire, sur propositions d'associations ou autres.

Le CCAS, personnalité juridique, a une existence administrative et financière distincte de la commune. Le maire souhaite que le conseil d'administration soit restreint (5 à 7 personnes).

Ses missions :

Concernent la petite enfance, les handicapés et les personnes âgées, A. Gabanou rappelle que les "gros problèmes sociaux" sont pris en charge par le conseil général.

Les conseillers municipaux souhaitent des précisions sur la définition des missions de cette structure : gestion de la cantine avec mise en place des tarifs préférentiels, organisation de services pour personnes handicapées et personnes âgées, aide administrative, contrôle des dossiers de demandes d'aide sociale avant instruction par le département....A. Gabanou précise que le CCAS réfléchira aux domaines d'intervention, mais sera rigoureux sur les aides à apporter.

Etude de faisabilité d'un CLSH intercommunautaire : La création d'un CLSH est envisagé au niveau de la CCTB ou de la commune de Tallard, des activités seront organisées sur les différents sites et structures communales. Un délégué communal peut participer à l'étude de faisabilité de ce projet, cette mission incomberait au CCAS.

Ses recettes :

Aux participations des usagers des différents services, s'ajouteront les aides des caisses d'allocations familiales, primaire d'assurance maladie, des caisses de retraite, les subventions des diverses collectivités, dont la commune, qui n'aura pas une possibilité financière très importante, mais envisage de prévoir 1000 €/ an.

Son fonctionnement :

Entièrement autonome, par gestion d'un budget annexe pris en charge par le conseil d'administration. Le droit de contrôle de la commune s'exercera chaque année lors de la présentation du compte administratif qui donnera lieu ou non à l'accord de subvention.

Le débat est ouvert, Claude Paul s'élève contre la création de cette nouvelle structure, qui gèrera des fonds communaux, prendra des décisions qui ne seront pas votées par le conseil municipal, donnera en fait des pouvoirs supplémentaires à une minorité qui devra traiter de problèmes sociaux, augmentant par là même, les risques de rancoeurs dans la population.

S. Duc estime qu'il y a effectivement transfert de pouvoir, mais qu'une commission restreinte est

plus intéressante pour traiter des questions sociales.

J. Ligozat précise que le CCAS sera tout de même cadré par son budget et que sa marge de manoeuvre est réduite.

Le CCAS existe de plein droit, sa création sera attestée par la mise en place de ses instances dirigeantes, en particulier de son conseil d'administration.(CA)

Vote pour la mise en place d'un CA : pour :13 / contre : 2

Nombre de personnes composant le CA : 7 (3+3+le maire)Vote : pour : 14 / abst : 1

Election des représentants du CM au CA, se portent candidats :

A. Gabanou, Sabine Luczszynski, J-M Cornil

vote : oui : 12 / abst : 3

Le maire désignera les administrateurs nommés sur appel à candidature.

- **Maison des associations (présentation d'un avant-projet)**

compétence d'intervention de la CCTB

L'ancien garage communal situé sur la place du village commence à poser de sérieux problèmes d'étanchéité, en effet, le toit terrasse recouvert de lames de bois n'est plus suffisamment efficace, de plus, les problèmes de vues sur le voisinage sont réglés ; la pose d'un toit peut être envisagée ainsi que la réaffectation du bâtiment en salles associatives. F. Galmiche rappelle qu'il s'agit pour l'instant d'un garage attribué à deux logements communaux et que sa disparition engendrera de nouveaux problèmes de stationnement sur la place du village.

C. Paul s'interroge sur le réel besoin en salles associatives ; diverses associations souhaitent en effet, des salles plus petites que la salle des fêtes et les jeunes adolescents recherchent un local pour se réunir ; enfin, le presbytère ne disposera que d'une salle à affecter, l'autre étant réservée à l'informatique.

S. Duc, architecte de la CCTB, remet aux conseillers municipaux, une esquisse d'avant-projet (annexe).

Le débat porte sur les issues de secours, le sens et la pente de toiture, le nombre de salles, l'aménagement intérieur...les conseillers sont appelés à y réfléchir et à faire des propositions à la commission d'urbanisme qui se réunira prochainement.

Le conseil municipal donne son accord de principe sur la compétence d'intervention de la CCTB pour une demande de subvention de DDR (dotation de développement rural) accordée, si le projet porte un intérêt communautaire.

Vote : unanimité pour la délégation de maîtrise d'ouvrage CCTB

- **Gestion du réseau d'eau potable**

Afin de faire face aux impayés dus au départ de certains locataires indécents, le maire propose que la facturation de l'eau relative aux locations se fasse désormais directement auprès des propriétaires.

Vote : accepté à l'unanimité

- **Route de Céüzette**

A 3 reprises, les cadenas qui fermaient la piste de Céüzette ont été fracturés et subtilisés. Un nouveau cadenas sécurisé a été posé avec un nombre de clé restreint, qui seront remises aux seuls usagers réguliers (CNES, ONF et locataires de pâturages).

C. Paul rappelle que cette route traverse des propriétés privées et est réservée avant tout, à l'usage du CNES.

- **Contrat de maîtrise d'oeuvre (réhabilitation du presbytère)**

Dans le cadre de la loi MOP (Maîtrise d'Oeuvre Publique), il est fait obligation de consulter plusieurs maîtres d'oeuvre pour la réalisation d'un projet important.

S. Duc, architecte CCTB, a réalisé un avant-projet permettant de déposer les dossiers de demande de subventions, mais la désignation du maître d'oeuvre pour la mission complète se fera après consultation de différents cabinets d'architecture, sur proposition de la commission d'urbanisme.

A. Gabanou souhaite que ces intentions d'aménagement (maison des associations, presbytère) soient présentés à la population par voie d'affichage..Il n'y pas de confidentialité, mais il est peut-être souhaitable d'attendre que les projets soient plus avancés pour les publier ; cependant, chaque citoyen peut se renseigner à tout moment en mairie.

- **Délégations au maire (article L122-20 code des collectivités territoriales)**

Le maire diffuse aux conseillers municipaux des documents énumérant la liste des délégations qui devraient être prises à chaque mandat électoral (article L122.20 CCT) et qui permettent au maire de gérer les situations quotidiennes (cf. annexe).

V. Fernandez pense que pour certaines délégations, il vaut mieux continuer à prendre l'avis des commissions, J-L Clément regrette de ne pas être déjà suffisamment au courant des travaux exécutés sur la commune, notamment en matière de voirie.

S. Raizin préconise la méthode de marché à bon de commande pour gérer tous les petits travaux d'entretien faisant appel à une entreprise extérieure.

C'est dans un souci de simplification de la gestion du quotidien et surtout pour régulariser la situation actuelle que le maire demande aux conseillers de délibérer ; devant la contestation des conseillers, le maire retire cette proposition.

- **Garderie scolaire / bilan année scolaire 2001-2002**

J. Michalinoff présente le bilan de la garderie scolaire pour l'année écoulée , les chiffres font apparaître une fréquentation très aléatoire et bien en deçà des prévisions (en moyenne 0.37 enfant le matin et 1.66 enfants le soir)...le coût de ce service imputable à la commune s'est élevé à 5930 €, soit un coût par enfant de 395 €(pour 15 enfants concernés)...

Pour information, le coût de ce service représente 10 % de nos impôts communaux !!!

S. Luszczyński justifie la baisse de fréquentation par " un mouvement de solidarité" des parents

face au manque de personnel, suite au décès de Bruno Habert .

A. Gabanou précise qu'en travaillant sur un tout petit effectif, la moindre variation fait chuter les chiffres.. "le tout petit effectif" signifie qu'il n'y a pas de besoin réel, ce qui conforte M. Meunier dans son analyse : garderie de convenance, de confort.

C. Paul se demande comment résoudre le problème d'horaires des agents, le maire se chargera de les informer, d'autant qu'elles étaient prévenues de la mise en place de ce service à titre expérimental.

Le maire propose de mettre fin à ce service.

vote : accepté à l'unanimité par les conseillers municipaux.

- **Organisation de sessions de formation aux premiers secours**

A la demande de particuliers, une formation aux premiers secours pourrait s'organiser sur la commune. Il faut tout d'abord, recenser les besoins et ensuite contacter des formateurs (pompiers ou croix rouge) qui se chargeront de la mise en place des stages sur place, (en principe 6x2 heures pour un coût allant de 50 à 60 €) et délivreront l'attestation de formation aux premiers secours (AFPS) en fin de module de formation. Le CCAS sera en charge de ce dossier.

- **Création du poste d'agent d'entretien (employé communal)**

Le maire indique que le nouvel employé communal donne entière satisfaction et que son contrat de saisonnier prendra fin courant décembre, il convient dès à présent, de délibérer pour pouvoir l'embaucher sur poste de stagiaire sans interruption de contrat.

vote : adopté à l'unanimité par les conseillers municipaux.

- **Questions diverses**

Traverse du village :

Celle-ci pose de gros problèmes de sécurité dûs notamment au stationnement des véhicules de chaque côté de la voie qui gêne parfois la visibilité et peut créer des situations accidentogènes (accès de la place du village). Les cars de la société Muret ne seront garés dans le village qu'aux départs et arrivées du service scolaire.

La réduction de la vitesse peut être envisagée avec l'installation de ralentisseurs ; dans l'immédiat, seules des solutions provisoires peuvent être apportées, compte-tenu de la réfection et du réaménagement complet de la traverse.

Une réunion des riverains sera organisée courant novembre et présentera le projet.

Salle des jeunes :

Depuis quelques mois, sous la houlette du foyer d'animation, la salle du presbytère a été mise à disposition des jeunes souhaitant se réunir.

Or quelques "dérapages" ont conduit à la suspension de cette proposition, pénalisant ainsi tous les jeunes de Sigoyer.

Une réunion, à l'initiative de la mairie, est organisée le mardi 24 septembre à 20h30 salle des 2

Céüze, pour essayer de trouver des solutions avec les parents.

Association de sauvegarde du patrimoine :

Une demande de subvention déposée courant août 2001 n'a pas été répercutée lors de du vote du budget, celle-ci sera versée sur prise d'une délibération. proposition du maire : 300 €

J. Michalinoff demande que soit fourni un bilan financier et moral des actions menées, ainsi que le programme des projets futurs.

vote : pour :14

abst :1

Ferme équestre Roddier :

le maire fait part aux conseillers du dépôt de dossier de permis de construire de la ferme équestre, projet qui a soulevé une importante polémique il y a quelques temps au sein de la population.

Le maire demande la confiance du conseil municipal pour porter ce projet devant la population en signant le permis de construire.

M. Meunier indique qu'il s'agit d'un projet privé et que le conseil ne doit pas s'en mêler, comme pour tous les autres projets d'urbanisme .

S.Duc précise que ce projet correspond à l'affectation de la zone, qu'il est tout à fait légal et que l'arrêté d'autorisation de permis de construire fait partie des pouvoirs propres du maire ; C. Paul et F. Galmiche s'étonnent d'être consultés pour ce projet et pas pour d'autres qui ont aussi contribué à alimenter une polémique...

Sur le principe, 12 conseillers accordent leur confiance, 2 s'abstiennent, 1 s'oppose.

Le maire donne la parole aux conseillers :

Football

A. Gabanou annonce qu'un tournoi de football sera organisé par les amis de Bruno Habert le dimanche 29 septembre 2002, suivi d'un goûter amical.

Voirie D19

Revoir rapidement le tracé du virage de la maison des cantonniers (très dangereux) et l'aménagement du site "ordures ménagères et containers papier et verre".

Falaise de Céüze

S. Raizin présente à l'assemblée le magazine Vertical qui fait l'éloge du site de Céüze, sa falaise exceptionnelle.....et ses possibilités de bivouac !!! Il s'insurge contre une telle publicité qui incite au bivouac au pied de la falaise avec tous les risques qui en découlent (incendie, pollutions, dégradations...).Il demande une réflexion concernant les problèmes liés au camping sauvage, notamment les aménagements possibles.

Réunion environnement à la CCTB :

Le tri sélectif sera mis en place courant 2003 , 3 colonnes ont été acceptées pour Sigoyer, mais devront être absolument rentabilisées pour être pérennisées (site des Guérins).

Le maire donne la parole au public :

J. Pommerais s'interroge sur la suite donnée à la zone artisanale et si les artisans peuvent se désengager du projet ?

Le problème de foncier n'est toujours pas résolu (attendre mars 2003) et les artisans n'ont aucun engagement contractuel, ni financier avec la commune, seul un engagement moral les lie, mais le lotissement des artisans se fera même si les artisans s'en désintéressent à cause du délai trop long.

Mme Guillaume demande des précisions sur l'assainissement, le schéma directeur est en cours, le projet sera moins étendu compte tenu des coûts de réalisation et d'entretien, enfin le système d'épuration reste à définir.

Le maire lève la séance à 0 h30 et invite les membres du conseil et le public à partager le verre de l'amitié offert par Sabine à l'occasion de son anniversaire.

Délibérations :

- Mise en place du CA (CCAS)
- Election des représentants du conseil municipal au sein du CCAS
- Maison des associations / contrat de maîtrise d'ouvrage déléguée (CCTB)
- Gestion du réseau d'eau potable / facturation
- Création du poste d'agent d'entretien
- Association sauvegarde du patrimoine / subvention

Lu et approuvé, les conseillers municipaux